

Discours de M. Georges Arès, Président de la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada à la Commission des états généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec : Partager la passion de la langue française avec le Québec

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Québec, le 18 janvier 2001

Permettez-moi d'abord de vous dire à quel point la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada apprécie l'invitation que vous nous avez faites de participer aux États généraux du Québec sur l'avenir de la langue française. Nous osons croire aussi que notre enthousiasme à y prendre part est partagé par les gens de nos communautés qui voient dans le Québec le pilier de notre langue commune et de la culture francophone en sol nord-américain.

J'ose ajouter qu'il n'y a pas si longtemps, une telle convocation de votre part n'aurait pas été attendue et ne serait fort probablement pas venue. Nous avons malheureusement traversé une période de froid - parfois glacial pour nous, minoritaires - au sein de notre peuple de même souche, qui s'était dit pendant plus de trois siècles et demis, d'abord Canadien et, plus tard, Canadien-français. Comme si du jour au lendemain, cette histoire commune que nous avons partagée, cette aventure unique en Amérique ou nos ancêtres avaient ensemble confronté tous les défis, qu'ils viennent de la nature ingrate ou de la folie humaine, ne faisaient plus partie d'un patrimoine qui nous unissait.

Nous ne voulons pas ressasser inutilement ce passé, même récent, et nous ne cherchons surtout pas à imputer un blâme quelconque à qui que ce soit pour une situation qui résultait plus des abus que nous avons tous subis comme minoritaires, dans chacune de nos provinces ou à l'échelle du pays, que d'une volonté de notre part de nous isoler les uns des autres. Chacun à notre façon, et avec les moyens dont nous disposions, nous avons réagi à ce qui était en fait un état de siège concocté par des forces cherchant à nous mater ou même à nous anéantir.

Et, en fait, on pourrait fort bien dire que, de part et d'autre, nous avons appris à nous prendre en mains chez nous, que comme les cerfs-volants proverbiaux, nous nous sommes élevés contre le vent. Alors que le Québec s'affirmait plus que jamais sur le continent et à travers le monde, ailleurs nous étions témoins de la montée de l'Acadie, de la lutte acharnée de l'Ontario français pour la reconnaissance de ses institutions et de ses droits, et de l'étonnante vitalité de communautés francophones poursuivant leur développement envers et contre toutes probabilités.

Sans trop le savoir, nous avons tous vécu une prise de conscience, qui nous a forcé à définir qui nous étions, qui a forgé ce que nous embrassons maintenant comme notre identité, propre, unique et essentielle à notre développement humain.

Mais, il serait faux de conclure que, par là, nous nous sommes quittés. Au fond, nous avons peut-être que tout simplement pris un pas de recul, quelques années de réflexion, pour nous permettre de mieux grandir.

Et nous ne pouvons donc pas minimiser l'importance du message que vous, des États généraux du Québec, envoyez à tous les francophones du Canada aujourd'hui. Notre présence ici, en soi, est un message. Et c'en est un de solidarité, entre habitants d'un espace continental qui, au plus profond de leur âme, partagent malgré tout une même mission fondamentale, une même responsabilité, autant collective qu'individuelle, envers la survie et l'épanouissement de cette langue.

J'ajouterais aussi que, même si nos cheminements ont été différents et façonnés par des réalités très différentes selon le coin de pays où nous avons grandi, il n'en reste pas moins que pour une grande majorité d'entre nous, le lien culturel reste aussi très fort. Car il vient de loin. Il vient de cet étonnement qui nous frappe lorsqu'on constate comment nos parents nous disaient des mots de sagesse dans un langage coloré qui est le même que celui qu'utilisent les parents québécois avec leurs enfants. Combien de fois n'a-t-on pas entendu, entre francophones venus pourtant de régions bien différentes, des mots comme : « Ma mère me disait ça à moi aussi ». Il vient de cet émerveillement qui nous saisit devant ces mêmes histoires du coin du feu que nous ont léguées les générations, au-delà du passage du temps et des distances; il vient de ces chansons gravées dans nos mémoires que nous entonnons tous naturellement, à n'entendre que les premiers refrains; il vient de ces coutumes, de tous ces réveillons de Noël que nous partageons encore; il vient de ces souvenirs indélébiles, d'un but de Maurice Richard, d'une descente endiablée de Guy Lafleur, d'un clin d'œil de Patrick Roy, autant que d'un poème de Félix, d'un conte chanté de Vigneault ou de la fougue de Charlebois.

En somme, il vient de ce puissant sentiment collectif, qui s'éveille chaque fois que le destin fait appel à lui : il vient de cette passion que nous avons tous d'être qui nous sommes, là où nous sommes, envers et contre toutes attentes, et de vouloir de le rester à tout prix.

Ce qui m'amène à vous parler d'un sujet qui a déjà fait l'objet de commentaires, d'analyses et de discussions devant votre organisme. Il ne s'agit certainement pas d'un thème qui nous est étranger. Ce n'est pas d'hier qu'on en parle. En fait, je dirais que pour la plupart d'entre nous, de communautés en situation minoritaire, il a pris l'allure d'une bien triste rengaine - ne fut-ce que parce qu'elle prend inévitablement des airs de requiem.

La question de l'assimilation des francophones à la langue et à la culture de la majorité anglophone du pays est un phénomène troublant qui nous hante depuis des décennies et qui nous préoccupe quotidiennement, au sein des minorités francophones et acadiennes. Comment en serait-il autrement ? Lorsqu'on se fait rappeler, à chaque décision gouvernementale, à chaque coupure, à chaque rationalisation, à chaque restructuration, à chaque violation de nos droits fondamentaux, que les nombres en politique font toute la différence, il est déchirant pour nous de voir les francophones former une proportion toujours plus petite de la population des provinces et territoires auxquels ils appartiennent.

Et, il ne serait probablement pas faux de dire que la lutte contre cette menace omniprésente est à la source même de toutes les actions que nous mettons en œuvre, comme représentants de nos communautés, pour trouver urgemment tous les moyens possibles de développer le potentiel de nos gens et leur permettre de s'épanouir comme francophones.

Monsieur le Président, l'assimilation n'est pas une question purement théorique pour nous. Elle n'est pas hypothétique non plus. Nous la voyons, nous l'entendons, nous la vivons, nous la touchons en chair et en os, dans nos villes, dans nos villages, dans nos quartiers, dans nos cours d'école, dans nos cercle d'amis, dans nos familles.

Nous savons fort bien ce qu'est l'assimilation. Nous savons qu'elle existe, et nous savons qu'elle est pernicieuse et puissante.

Notre intention n'est pas de nous battre sur le terrain de certains experts et autres observateurs qui sont venus devant vous sonner l'alerte rouge et vous dire que le fléau assimilateur entraînera d'ici peu de temps la disparition du dernier francophone d'Amérique. Nous, des communautés francophones et acadiennes du Canada seront évidemment parmi les premières victimes de cette extermination finale.

Monsieur le Président, l'heure n'est pas au sarcasme. Et je ne pousserai pas la fausse insouciance jusqu'à hausser les épaules devant ces prophéties désastreuses. Mais permettez-moi tout de même de vous rappeler une fois de plus que, dans notre univers, nous y sommes habitués. Pour ne pas dire que nous y sommes endurcis.

Ce qui ne signifie pas pour autant que nous n'en sommes pas préoccupés. Loin de là. Lorsqu'on est francophone et qu'on tient à le rester à l'extérieur des frontières du Québec, il faut s'en convaincre tous les jours. À chaque matin, on se lève en se disant qu'aujourd'hui, pour une journée de plus, on choisira de vivre en français. Malgré la force de nos convictions, aucun d'entre nous n'est absolument à l'abri d'une glissade inexorable vers l'anglicisation.

Parce qu'en Amérique du Nord, l'anglais, c'est beaucoup plus facile. Comme on dit chez nous : « L'anglais, ça ne s'apprend pas, ça s'attrape ! »

C'est d'ailleurs, soit dit en passant, un avertissement amical que nous lançons à tous ces Québécois et Québécoises qui choisissent de venir s'établir dans nos régions, et qui se préoccupent de leur faiblesse dans la langue anglaise.

Et si je peux ici me permettre une brève parenthèse, Monsieur le Président. S'il y a un message qu'il serait important pour nous de transmettre aux gens du Québec, par votre intermédiaire, ce serait celui-ci : qu'ils ne doivent pas plonger tête baissée dans la culture anglophone, et même inscrire leurs enfants à l'école anglaise lorsqu'ils choisissent de venir vivre dans nos provinces, tout simplement parce qu'ils craignent de ne jamais apprendre l'anglais. De grâce ! Croyez-en notre expérience. Si le français de vos enfants vous tient à cœur, préoccupez-vous avant tout de le préserver. La langue anglaise leur viendra bien plus vite que vous ne pouviez jamais l'imaginer.

C'est donc sans vouloir minimiser l'impact de l'assimilation réel sur nos communautés que nous vous demandons tout de même d'être prudents dans l'évaluation que vous faites de notre mortalité imminente et de votre déchéance subséquente au Québec.

D'abord, nous avons la couenne dure - nous, comme vous.

S'il fallait se fier à d'autres grands prophètes, ce sont « des cadavres encore chauds » que vous avez invités à comparaître devant vous aujourd'hui. C'est bien ainsi qu'on nous décrivait, francophones minoritaires, il y a trente ans. Vous me permettez de dire que la rumeur de notre mort était quelque peu prématurée. Doit-on vraiment s'étonner du fait que nous ayons pour ainsi dire « triché » l'histoire une fois de plus ? Et que malgré les sombres statistiques, c'est une francophonie vibrante que nous représentons, une francophonie dont tous les francophones, y inclus ceux et celles du Québec, peuvent être fiers.

Elle n'est évidemment pas la même partout. Elle a ses différences. Chez nous, dans la plupart des régions, nos gens parlent aussi - souvent très couramment - l'anglais et vivent très souvent dans des communautés où l'influence de la culture anglaise est très forte. Et il faut avouer que la langue, comme la culture de la majorité, peut facilement déteindre sur le francophone le plus convaincu dans de telles circonstances, entraînant une apparente secondarisation de la langue maternelle.

Mais, faudrait-il s'en alarmer outre mesure ?

N'est-ce pas, à la fin, tout simplement normal ? Peut-on en vouloir à ces gens de chercher à s'intégrer dans la société qui les entoure, tout comme ici, les Anglo-Québécois et les Néo-Québécois sont encouragés à s'intégrer à la langue et à la culture françaises ? Souhaiterait-on que ces minoritaires du Québec perdent leur identité ? Permettez-moi d'en douter.

Et il ne faut pas minimiser l'importance du fait que, dans ces rapports statistiques que l'on cite, il y a tout de même toujours un million de personnes qui se disent de langue maternelle française à l'extérieur du Québec. Je peux vous affirmer que lorsqu'on fait une telle affirmation dans un document officiel dans ce que l'on surnomme le Canada anglais, il n'y a aucun doute dans notre esprit que l'on est toujours de langue et de culture françaises.

Tous ces gens luttent. Continuellement. Chaque jour. Cette même lutte que vous, des États généraux, menez aujourd'hui. Leur français peut être inférieur à la norme, il pourrait vous faire sourire, il laisse entendre des accents d'ailleurs, mais le sens d'appartenance de ces gens, de nos gens, à la francophonie ne fait aucun doute.

Plus encore, dans ce forum où l'avenir, et les façons de l'affronter, semblent être notre préoccupation primordiale, arrêtons-nous un peu pour regarder le récent cheminement des communautés francophones et acadiennes. Nous avons également notre avenir en tête lorsque nous avons refusé d'abandonner la lutte pour l'obtention de nos propres institutions.

Avec le résultat qu'après avoir enfin obtenu la reconnaissance de nos droits constitutionnels en matière d'éducation au primaire et au secondaire, nous en sommes maintenant, à peine 20 ans plus tard, à construire un réseau institutionnel francophone complet couvrant toutes les sphères vitales de l'activité humaine, dans les domaines de la justice, dans nos législatures provinciales, en santé et dans nos services sociaux - un domaine qui constitue en fait la priorité d'action pour la FCFA en ce début de millénaire.

Car si le respect de nos droits en éducation était assurément le plus fondamental - tout comme de les bafouer était fondamental à une stratégie visant à nous faire disparaître - nous savions aussi que la complétude institutionnelle était cruciale à notre épanouissement, et même, à notre survie.

Je vous pardonnerais de nous trouver trop patients. Mais je ne voudrais certainement pas que vous doutiez de notre engagement total à réussir. Si nous sommes parvenus jusqu'ici, après un vingtième siècle où l'on nous condamnait à l'extinction -ou du moins, à l'insignifiance folklorique - nous n'avons certainement pas le goût d'abandonner maintenant.

Car, nous sommes si près du but. La victoire juridique de l'Hôpital Montfort, à laquelle les gens du Québec ont apporté une contribution inestimable - à commencer par votre premier ministre, M. Lucien Bouchard - a confirmé des droits constitutionnels qu'on nous niait jusque-là. Et, qu'on ne se fasse pas d'illusion sur l'importance réelle de la lutte de Montfort : il ne s'agit pas simplement d'un combat pour préserver un hôpital. La lutte de Montfort est une lutte pour l'égalité, une égalité que nous reconnaissaient les signataires de l'entente fédérative de 1867.

Dans nos communautés, on ne parle plus seulement d'obtenir des services en français. On exige d'être traité d'égal à égal, peu importe les nombres. N'est-ce pas sans vous rappeler le cheminement d'un autre peuple francophone ?

Le discours, les attitudes, les aspirations ont évolué. La confiance aussi. Et cela est dû largement à la force toujours grandissante de nos institutions, et de l'acharnement qu'ont nos communautés à les défendre.

Et c'est la raison pour laquelle je me permets de vous demander, non pas d'être aussi patients, mais de ne pas non plus diminuer nos succès, de ne pas préjuger de nos chances véritables de réussir.

On a également fait beaucoup état de la *Loi sur les langues officielles*, et de l'échec qu'elle avait été comme instrument de préservation de la langue française dans les communautés minoritaires.

Qu'on se comprenne bien. La FCFA, comme les leaders éclairés de nos communautés, n'a jamais cru que la *Loi sur les langues officielles*, ou même le bilinguisme, était une panacée. Ce n'est pas parce qu'on nous garantit des services bilingues dans les institutions fédérales que l'avenir de la francophonie est assurée en sol canadien. Et si jamais on a voulu nous faire croire en un tel miracle, les trois dernières décennies ont bien démasqué les marchands, comme les consommateurs, d'illusions.

La *Loi sur les langues officielles* n'est que le minimum des minimums, si le gouvernement canadien tient à faire respecter ce qu'il avance à travers le monde. Tout comme il ne serait que normal que ce gouvernement responsable de l'application et du respect de cette loi fasse preuve d'un plus grand zèle à utiliser ses dispositions pour protéger et promouvoir les francophones minoritaires, plutôt que de fonder trop de ces décisions d'agir sur un calcul politique d'où la minorité ne peut que sortir perdante.

Cependant, je tiens à dire ceci : nous, des communautés francophones et acadiennes, avons appris depuis longtemps que nous ne pouvons, nous ne devons, d'abord et avant tout, compter que sur nous-mêmes. Personne ne volera à notre secours si nous ne sommes pas prêts à nous tenir debout. Aucune loi ne nous sauvera, si nous n'avons pas la volonté collective, autant qu'individuelle, d'exiger le respect de cette loi, à coups de sacrifices s'il le faut.

Et notre espoir d'en venir à bout repose sur notre volonté d'être solidaires, de ne jamais briser les rangs lorsque l'avenir de notre langue, de notre culture est en cause.

Monsieur Président, tout le Canada a pu constater l'énorme impact de cette solidarité francophone dans la cause de Montfort. Le Premier ministre du Québec n'a écouté que son devoir en répondant courageusement à l'appel à l'aide de la communauté franco-ontarienne. Et le peuple québécois tout entier n'a écouté que son cœur en adoptant cette cause comme la sienne.

Ensemble, unanimes, nous avons montré au pays de quoi nous étions capables.

Le merveilleux exemple de solidarité francophone ne devrait jamais cessé de nous inspirer tous et toutes. C'est le destin qui est venu nous chercher, qui nous a rassemblé, qui nous a permis de voir au-delà des différends qui nous divisaient, au-delà des idéologies et des solutions politiques qui nous éloignaient les uns des autres.

Oserait-on entretenir l'espoir, aujourd'hui, que cette solidarité soit là pour rester ? Qu'à l'aube de l'an 2000, où nous sommes tous à nous remettre en question, où nous réexaminons les solutions qui hier nous semblaient si claires et sans appel, peut-on espérer que Francophones, Acadiens, Acadiennes, Québécois et Québécoises resteront unis sous la bannière de la Francophonie ?

Monsieur le Président, au cours des derniers mois, la FCFA a entrepris des consultations d'un bout à l'autre du pays avec les représentants de communautés francophones, dont au Québec, un exercice que nous avons baptisé « Dialogue ».

Nous publierons prochainement le rapport final de ces consultations.

Mais, permettez-moi de lever un peu le voile sur ce qui est quant à nous l'une des recommandations capitales qu'il contiendra. À ce stade-ci, il est fort possible qu'il ne s'agisse en fait que d'un souhait. Et, il faut bien le dire, une grande part des chances de réaliser ce souhait, réside entre les mains des gens du Québec, et de leurs leaders dont vous êtes.

La FCFA, confiante qu'elle a l'appui de ses communautés dans cette entreprise, compte promouvoir la création de ce que nous osons appeler la « francophonie nationale ». Et cette francophonie nationale ne peut se faire sans la participation active et enthousiaste des gens du Québec.

Soyez sans crainte, nous nous rendons pleinement compte de ce que nous demandons. L'histoire nous a appris, comme elle vous a appris, le poids des mots. Elle nous a appris à avoir peur des mots, de certains mots. Et il est crucial que vous compreniez que cette francophonie nationale ne viendrait qu'ajouter, et non retrancher quoi que ce soit, de l'affirmation nationale déjà bien établie et acceptée du peuple québécois.

Nous sommes convaincus qu'il existe déjà une conscience nationale francophone, d'un bout à l'autre du Canada.. Nous l'avons vue trop souvent s'exprimer spontanément. Et nous la ressentons tous au plus profond de notre cœur francophone.

Comprenez aussi que nous ne cherchons pas à revenir en arrière, mais à nous propulser tous vers un avenir audacieux où nous irons ensemble à la conquête de notre pleine place sur ce continent et dans le monde.

Il est bien évident que, s'il y a une entité qui puisse le faire sans les autres, c'est bien celle du Québec. Vous n'avez pas besoin de nous le rappeler. Votre potentiel est énorme et incontestable. Mais, nous espérons vous convaincre que nous, des communautés francophones et acadiennes, ne sommes pas un poids à votre progrès, mais que nous offrons d'autres possibilités, d'autres talents, en français.

En effet, si nous cherchons à tout prix à stopper le rapetissement de nos forces, ne devrions-nous pas commencer par le faire chez nous? Doutez-nous, dans notre sagesse, que nos concitoyens et concitoyennes souhaitent cette solidarité ?

Chose certaine, nous ne doutons pas que nous avons besoin du Québec. Et nous sommes conscients du fait que, malgré notre propre détermination, il aurait été fort difficile, pour ne pas dire impossible, pour la cause francophone de réaliser les progrès des dernières décennies chez nous, n'eût été de l'affirmation des Québécois et des Québécoises.

Nous osons vous dire dans ce sens que votre appui aux communautés minoritaires fait aussi partie de votre plus grand, plus noble, destin. Qu'à travers nos luttes, vous vivez aussi. Que votre rôle d'ultimes gardiens de la langue française en Amérique exige de vous de répondre à notre appel.

Et, en somme, n'est-ce pas seulement logique de conclure que, si nous, en minorité, parvenons à survivre et à nous épanouir comme francophones, la vitalité toujours grandissante du français au Québec ne fera aucun doute.

Car, vous êtes notre forteresse. Mais, ne sommes-nous pas votre première ligne de défense ? Nous tenons, vous tiendrez.

En terminant, sans vouloir dicter de solutions aux gens du Québec, vous nous permettrez de souligner une des préoccupations de nos communautés. Encore une fois, l'expérience du passé nous a tristement appris que les décisions prises ici, en ce qui touche la langue française, peuvent facilement avoir un impact chez nous.

Je n'ai pas besoin de vous rappeler que certaines forces réactionnaires n'attendent que l'occasion où le Québec légifère sur la question pour initier des représailles contre les francophones de leurs minorités. En disant cela, nous ne voulons surtout pas culpabiliser le gouvernement ou les gens du Québec, qui ne cherchent qu'à protéger notre langue, pour ces réactions que nous avons à subir. Nous connaissons les véritables coupables.

Mais, au-delà de la désinformation et des déformations de la réalité qui alimentent leurs excès, nous vous demandons, dans votre prise de décision, de vous rappeler que ces excès réactionnaires existent et qu'ils sont bien réels pour nos gens. S'il est donc possible pour vous de recommander des mesures de promotion de la langue française dénuées d'un caractère coercitif, nous serons reconnaissants de ne pas avoir à encaisser le ressac prévisible.

Ce n'est qu'un souhait que nous formulons, non sans désintéressement. Nous respectons pleinement votre pleine liberté à prendre les décisions qui s'imposent pour le bien des gens du Québec et de la francophonie.

L'important est d'abord et avant tout que ceci ne soit qu'un nouveau début, pour nous tous. Qu'on ne fasse pas sauter le pont que nous tendons aujourd'hui à travers le fossé. Que, lorsqu'il s'agit de notre mission commune d'épanouissement de la langue française, il n'y ait plus jamais aucun doute que nous sommes dans le même camp, nous partageons la même cause, nous livrons les mêmes luttes.

Ensemble, nous ne pouvons échouer.

Merci.